hang mit der Zession der betreffenden Konkursforderung geschieht (vergl. in diesem Sinne das bereits zitierte Urteil in Sachen Spörri Erw. 2), sodass die Beschwerde auch schon wegen mangelnder Legitimation des Rekurrenten zu verwerfen wäre, braucht daher nicht erörtert zu werden.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer
erkannt:

Der Rekurs wird abgewiesen.

70. Arrêt du 24 septembre 1915 dans la cause Clerc.

Art. 158 LP. Si les objets saisis ensuite d'une réquisition fondée sur un acte d'insuffisance de gage ne sont pas réalisés, le créancier perdant doit, après l'expiration du délai d'un mois prévu à l'al. 2 de l'art. 158, faire notifier au débiteur un nouveau commandement de payer avant de requérir une nouvelle saisie.

A. — Le 1^{er} juillet 1912, Xavier Clerc, magasinier à Fribourg et Jean Eggimann, comptable à Payerne, ont fondé une société en nom collectif qui avait pour but l'achat d'immeubles sis à Estavayer-le-Lac.

Par acte notarié du 3 juillet, Clerc et Eggimann se reconnurent débiteurs solidaires d'un compte de crédit qui leur était ouvert par la Banque populaire suisse à Fribourg jusqu'à concurrence de 12 000 fr. Cet emprunt était garanti par une hypothèque en second rang sur l'immeuble sis à Estavayer. En outre, il fut cautionné par la Société des matériaux à Fribourg.

La Société Clerc & C^{ie} étant tombée en faillite, la Banque populaire ouvrit une poursuite en réalisation de gage contre X. Clerc. La vente aux enchères des immeubles d'Estavayer eut lieu le 9 juin 1914; elle laissa un découvert de 7474 fr. 20 pour lequel un certificat d'insuffisance de gage fut délivré à la Banque populaire le 1^{er} juillet 1914.

La banque poursuivit Clerc pour le montant resté impayé et obtint le 9 juillet 1914 la saisie de plusieurs objets qui furent revendiqués par la Société des matériaux à Fribourg. Cette revendication ne fut pas contestée. Le 31 juillet l'office des poursuites de la Broye saisit en outre le prix de location dû par la Société des matériaux à Clerc du 12 mars 1914 au 9 juin 1914.

Le 9 juillet 1915, la Société des matériaux, subrogée aux droits de la Banque populaire, a fait notifier à Clerc un avis de saisie pour la somme de 7475 fr. 80. La saisie fut pratiquée le 15 juillet 1915 sur 1 chiffonnière, 1 canapé et le salaire du débiteur.

B. — Le 13 juillet 1915, Clerc a recouru contre cet avis à l'autorité de surveillance des offices de poursuite et de faillite du canton de Fribourg. Le recourant prétend que la créance de 7475 fr. constituant une dette de la Société Clerc et Eggimann, il ne peut être poursuivi personnellement de ce chef. Il allègue en outre que la poursuite intentée en 1914 étant tombée, il aurait fallu en ouvrir une nouvelle.

C. — Par décision du 19 août 1915 l'autorité de surveillance a renvoyé le recourant à se pourvoir devant le juge compétent. Elle a considéré que le recourant n'avait pas fourni la preuve de la péremption de la poursuite et que la question de savoir si Clerc était ou non débiteur de la Société des matériaux relevait exclusivement du juge.

D. — Xavier Clerc a recouru en temps utile au Tribunal fédéral contre cette décision.

Statuant sur ces faits et considérant
en droit :

...2. — L'avis de saisie du 9 juillet 1915 et la saisie du 15 juillet doivent être annulés pour les motifs suivants : La réquisition de saisie de la Société des matériaux est basée sur un acte d'insuffisance de gage qui a été délivré le 1^{er} juillet 1914 au créancier poursuivant, conformément à l'art. 158 LP, et qui a abouti aux saisies des 9 et 31 juillet.

let 1914. Or, à teneur de l'art. 158 al. 2, le créancier pendant qui poursuit le débiteur pour le montant découvert de sa créance n'est dispensé du commandement de payer que « s'il agit dans le mois » à dater du jour où l'acte de défaut lui a été délivré. Ce délai a la même portée que celui fixé à l'art. 88 LP pour le droit de requérir la saisie. Si ce dernier délai n'a pas été utilisé, la poursuite tombe et il n'est plus possible de procéder à des actes de poursuite subséquents en vertu du commandement de payer périmé. Le créancier est en effet en droit de requérir i m m é d i a t e m e n t une saisie complémentaire lorsque les objets saisis sont revendiqués par un tiers, pour autant que le débiteur possède encore d'a u t r e s objets qui ne sont pas revendiqués par des tiers. Il en résulte que si les objets saisis ensuite d'une réquisition fondée sur l'acte de défaut prévu à l'art. 158 LP ne sont pas réalisés pour un motif quelconque, il n'est pas loisible au créancier de requérir une nouvelle saisie à n'importe quel moment après l'expiration du délai d'un mois sans faire notifier tout d'abord au débiteur un nouveau commandement de payer.

Dans ces conditions, la réquisition de saisie de la Société des matériaux n'ayant pas été précédée de la notification d'un nouveau commandement de payer, l'avis de saisie du 9 juillet 1915 et la saisie du 15 juillet sont irréguliers et illégaux et doivent être annulés.

Par ces motifs,

la Chambre des Poursuites et des Faillites
p r o n o n c e :

Le recours est admis. En conséquence l'avis de saisie adressé par l'office des poursuites d'Estavayer au recourant le 9 juillet 1915 et la saisie pratiquée à son préjudice le 15 juillet sont annulés.

71. **Entscheid vom 25. September 1915**
i. S. **Société internationale des Ecoles Berlitz.**

Art. 50 Abs. 2 SchKG. Liegt die Wahl eines Spezialdomizils in einer Gerichtsstandsvereinbarung oder in der Miete einer Liegenschaft?

A. — Der Rekursgegner D. Mäder in Basel vermietete dem Hans Schorn, der damals Leiter der Berlitz-Schule in Basel war, Räumlichkeiten zur Führung dieser Schule in seinem Hause an der Freiestrasse in Basel. Da Schorn seinen Verpflichtungen nicht nachkam, trat die Rekurrentin, die Société Internationale des Ecoles Berlitz in Paris, an seiner Stelle in den Mietvertrag ein und vermietete ihrerseits die Räume wieder dem Schorn. Dabei übernahm sie auch das diesem gehörende « Inventar und Mobiliar ». Im Verträge zwischen der Rekurrentin und dem Rekursgegner ist bestimmt, dass alle aus dem Mietverhältnis entstehenden Streitigkeiten durch den Zivilgerichtspräsidenten endgültig zu entscheiden seien. Am 31. März 1914 kündigte die Rekurrentin die Miete auf 1. Oktober 1914. Dr. Bitzel, der nunmehr an Stelle Schorns die Berlitz-Schule leitete, benutzte dann die Räume noch als Untermieter bis zum 1. Juni. Im Oktober 1914 stellte Mäder beim Betreibungsamt Basel-Stadt das Begehren um Einleitung der Betreuung gegen die Rekurrentin für eine auf den Mietvertrag gestützte Forderung, wobei er Dr. Bitzel als Direktor bezeichnete. Das Betreibungsamt erliess den Zahlungsbefehl (N° 74,431) und stellte ihn am 17. Oktober 1914 dem Dr. Bitzel zu Handen der Rekurrentin zu.

B. — Hiegegen erhob Advokat Dr. Fischer in Basel namens der Rekurrentin Beschwerde mit dem Begehren um Aufhebung der Betreuung. Er führte aus: Die Rekurrentin habe in Basel keine Niederlassung. Dr. Bitzel sei nicht zu ihrer Vertretung befugt. Er habe lediglich vertraglich das Recht erworben, sich des Na-